

## TECHNOLOGIES À L'ÉCOLE

# Des écoles réclament plus de souplesse

ISABELLE PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

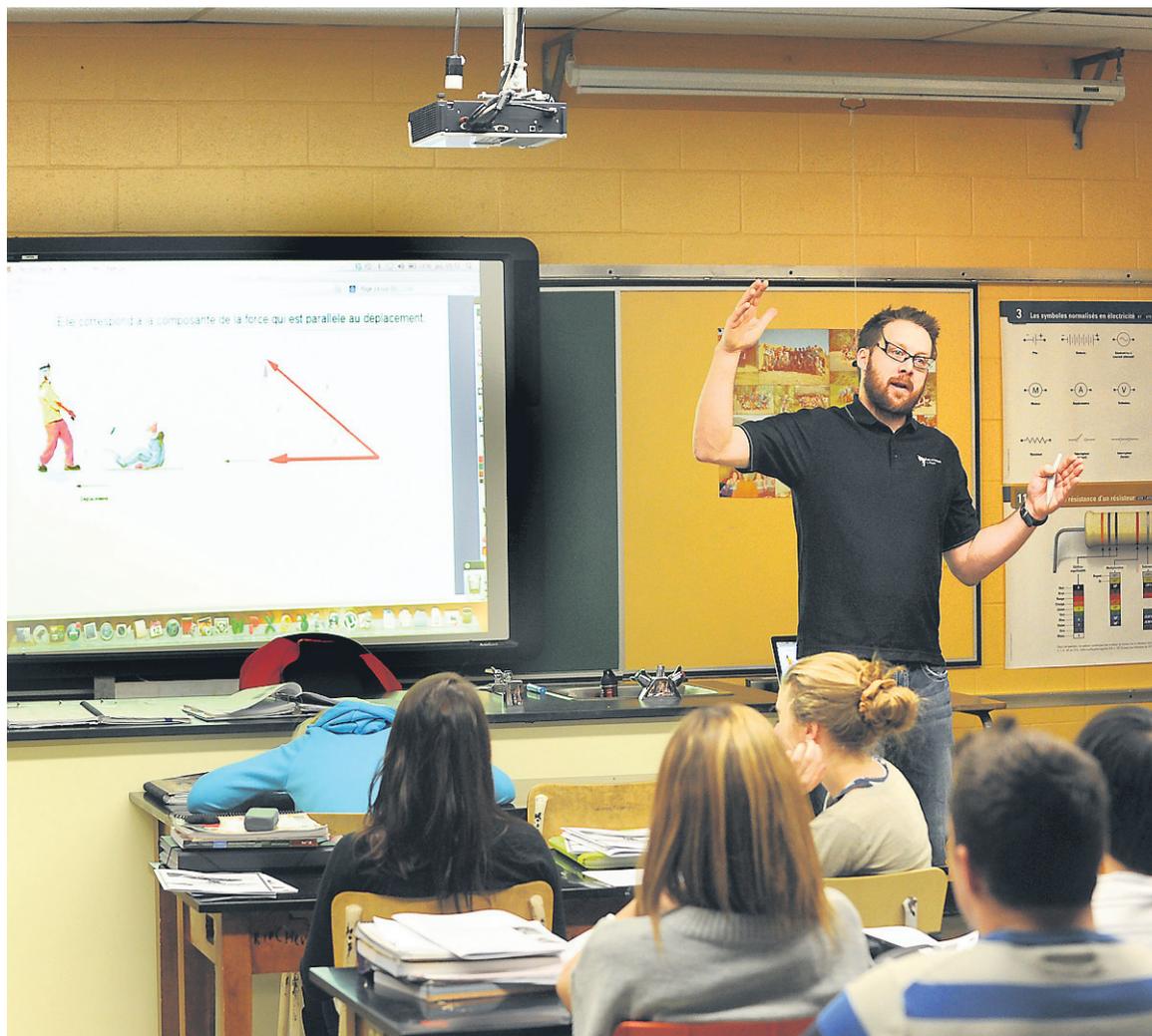
SHERBROOKE — Neuf ans après le lancement d'une stratégie qui a contribué à améliorer la persévérance scolaire, le portable est toujours roi à la Commission scolaire Eastern Townships (CSET). Avec la majeure partie des classes qui sont dotées de tableaux blancs interactifs (TBI), l'organisation souhaiterait investir davantage pour l'achat de tablettes. Or, pour l'instant, les règles du ministère de l'Éducation ne lui permettent pas d'utiliser les fonds destinés aux TBI pour l'achat d'une autre technologie comme les tablettes. La nouvelle ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, ouvre cependant la porte à plus de souplesse.

« Je ne peux pas défaire tout ce qui a été fait avant. Il faut regarder où on en est. »

« Il y a une ouverture très grande de la direction et des écoles envers les tablettes. C'est très interactif [...] Si le gouvernement nous permettait de prendre l'argent des TBI, on irait à un ratio de un sur un », précise la directrice de la CSET, Chantal Beaulieu.

« C'est rendu de s'ingérer très loin dans la gestion de nos projets », lance-t-elle à propos des directives du Ministère.

La CSET a déjà fait des représentations auprès du Ministère afin d'obtenir plus de souplesse dans la gestion des sommes accordées par Québec, sans succès jusqu'à maintenant.



IMACOM, RENÉ MARQUIS

**La directrice de la Commission scolaire Eastern Townships (CSET), Chantal Beaulieu, considère que le ministère de l'Éducation s'ingère trop dans la gestion des projets. La CSET souhaiterait investir davantage pour l'achat de tablettes électroniques, mais les règles du Ministère ne lui permettent pas d'utiliser les fonds destinés aux tableaux blancs interactifs pour l'achat d'une autre technologie comme les tablettes.**

Avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement, la donne pourrait peut-être changer.

En entrevue avec *La Tribune*, Marie Malavoy a reproché à l'ancien gouvernement le caractère mur à mur de l'implantation

des TBI. À ses yeux, les propos de M<sup>me</sup> Beaulieu en sont la preuve. « Je ne peux pas défaire tout ce qui a été fait avant. Il faut regarder où on en est », a commenté M<sup>me</sup> Malavoy.

Le titulaire de la Chaire de

recherche du Canada sur les technologies en éducation, Thierry Karsenti, professeur à l'Université de Montréal, trouve « injustifié » d'obliger toutes les commissions scolaires à acheter seulement

des TBI. Le chercheur mène actuellement une étude sur ces tableaux dans l'ensemble de la province, à laquelle participe la CSET. « Il y a très peu d'études sur les TBI et elles sont peu concluantes », souligne-t-il. Malheureusement, dans plusieurs écoles de la province, beaucoup de ces tableaux, qui commandent d'importants investissements, ne sont pas fonctionnels.

Si la CSET possède déjà plusieurs TBI, c'est qu'elle a eu un don, il y a quelques années, de l'entreprise Smart Technologies. L'une des fondatrices de l'entreprise est une ancienne élève de l'Académie de Knowlton, une des écoles de la CSHC, selon M<sup>me</sup> Beaulieu.

La Commission scolaire des Hauts-Cantons (CSHC) avait aussi fait des représentations par l'entremise de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) après l'annonce de l'ancien premier ministre Jean Charest, à l'hiver 2011, afin d'avoir plus de marge de manoeuvre sur l'achat des technologies. « En tant que premiers responsables de commissions scolaires, on est bien placé pour connaître nos besoins », indique le directeur général de la CSHC, Bernard Lacroix.

Dans les écoles de la CSET, on compte environ 90 pour cent de portables et de « notebooks » et environ 10 pour cent de tablettes numériques.

Rappelons que la commission scolaire anglophone a lancé en 2003 sa stratégie d'apprentissage amélioré, qui a permis de doter la majeure partie de ses élèves d'un ordinateur portable. Le projet est évalué à environ 15 M\$.